

Lucien Calvié, *La Question yougoslave et l'Europe*, Paris, Éditions du Cygne, 2018, 178 p. – ISBN 978-2-84924-529-3

L'ouvrage, paru dans la collection « Frontières », prolonge la réflexion que l'auteur y avait entamée dans un essai récemment publié¹. Germaniste à l'université Stendhal-Grenoble puis Jean-Jaurès de Toulouse, Lucien Calvié est un spécialiste de l'histoire du marxisme et de la gauche hégélienne. C'est dans le prolongement de ses intérêts scientifiques qu'il aborde l'histoire contemporaine allemande et yougoslave. Car pour l'auteur, entre unification allemande et désintégration de l'Union soviétique et de la « malheureuse Fédération yougoslave », existe un lien, « le rôle négatif » qu'aurait joué l'Allemagne. L'objectif de l'étude consiste à démontrer comment l'Allemagne réunifiée tente d'imposer son hégémonie sur le continent européen à partir de la désintégration programmée de la Yougoslavie. Son analyse, qui est un parti pris assumé, serait partagée en Allemagne, mais « surtout dans certains milieux intellectuels d'extrême gauche » (p. 6). C'est donc à une lecture politique que se livre l'A., en forme de réquisitoire contre l'Allemagne réunifiée, coupable d'avoir anéanti la RDA (une « 'dictature' communiste » entre guillemets) : la fin des démocraties populaires aurait *ipso facto* favorisé l'émergence de dangereux nationalismes revanchards.

En six brefs chapitres, l'auteur entend partir de la destruction de la Yougoslavie (1991-1992) pour retracer l'histoire de ce pays, mettant en perspective le rôle historique de la Serbie. Le premier chapitre revient sur les causes de la destruction de la Yougoslavie :

1. Lucien Calvié, *La Question allemande : histoire et actualité*, Paris, Éditions du Cygne, 2016. Cette collection a en outre accueilli des titres aux sujets connexes, dont l'approche est comparable : Frédéric Delorca, *L'Ingérence de l'OTAN en Serbie : aux origines du renouveau de l'anti-impérialisme en France* (2013) et Marc-Antoine Frébutte, *La Crise migratoire dans les Balkans* (2017).

un fédéralisme trop favorable aux prérogatives des provinces par la constitution de 1974 au détriment du centralisme étatique ainsi qu'une reconnaissance allemande hâtive des indépendances slovène et croate, marquant le début d'une nouvelle hégémonie économique et politique allemande sur le continent. L'Allemagne de Kohl, « secrètement avide » d'une revanche après les deux guerres mondiales, apparaît comme un État qui sournoisement renoue avec ses démons. La composante serbe de la Fédération en revanche est présentée sous des traits historiquement démocratiques, voire socialistes avant la lettre, que la petite propriété aurait distillés dans les campagnes, à la différence des terres croates, divisées en grandes propriétés à l'époque habsbourgeoise, et donc plus réfractaires à la « mentalité égalitaire » (p. 29). Le chapitre suivant, le plus solidement documenté, ancré dans une expérience personnelle revendiquée par l'A. (p. 46), est consacré à la perception par les socialistes français du système yougoslave. De la SFIO de Guy Mollet au PSU de Michel Rocard, un intérêt constant se porta sur l'autogestion telle que pratiquée en Yougoslavie. Une attention particulière échoit à la réflexion politique développée par l'école de pensée rassemblée autour de la revue *Praxis*, qui parut à Zagreb de 1964 à 1974, et aux séminaires estivaux qui se déroulèrent cette même décennie sur l'île de Korčula, qui attirèrent les grands noms du marxisme critique européen.

Les chapitres suivants abordent l'épuration ethnique et l'espace post-yougoslave dans une volonté affichée de réhabilitation de la Serbie. Ainsi, les Serbes apparaissent comme les premières victimes des épurations ethniques, tant en territoire kosovar que croate. La réponse serbe, parfois violente (massacre de Srebrenica), s'expliquerait ainsi par les expulsions qui auraient précédé. L'armée yougoslave intervenue certes « énergiquement », n'aurait fait qu'accomplir son rôle « constitutionnel normal » dans le conflit, en protégeant des populations serbes légitimement inquiètes. Ce sont les Serbes et non les Kosovars albanophones qui auraient été les premières victimes de l'épuration ethnique au Kosovo. Respectueuse des minorités, la Serbie devint pourtant la cible des bombardements de l'otan en 1999 sous couvert de mettre fin à ce qui apparaissait comme une épuration ethnique à l'encontre de la population albanophone, ce que l'A. entend dénoncer comme une fable médiatique, sans apporter lui-même de sources fiables à son argumentation.

Le chapitre conclusif évoque l'occasion manquée qu'aurait constituée une monarchie yougoslave avec à sa tête Alexandre I^{er}

(assassiné en 1934), un monarque proche de la France, dans le dispositif antinazi de la fin des années 1930. Or la montée en puissance de l'Allemagne, « inévitable et dangereuse », n'aurait eu de cesse de détruire la Yougoslavie, en entraînant la France sur cette voie. La réalisation du projet européen reposerait sur l'approfondissement de l'axe franco-allemand, qui ne saurait être qu'une trahison de l'amitié franco-serbe (p. 112). L'auteur suggère, mais sans vouloir ou pouvoir en apporter des preuves, une continuité consubstantielle entre les défaites de l'Allemagne hitlérienne face aux Serbes et aux Yougoslaves et les difficiles négociations sur la dette grecque de 2015 (p. 67).

À force d'être volontiers provocateur mais évasif, de vouloir à la fois susciter le regret de la disparition de la Fédération yougoslave et la suspicion à l'égard de l'Allemagne, de l'OTAN et de l'UE, l'essai de Lucien Calvié ne parvient pas à construire un discours nuancé et donc crédible. Le lecteur d'aujourd'hui peinera donc à trouver dans l'ouvrage des informations solides sur l'espace et l'histoire yougoslaves. La bibliographie reflète un parti pris polémique, qui élimine les auteurs qui ne s'inscrivent pas dans la démonstration (N. Clayer, N. Malcolm, S. Ramet, C. Ingraio). Les publications en langue allemande, importantes et variées sur le sujet, ne sont pas prises en compte, même dans le cadre d'une controverse, par L. Calvié, (ancien) chercheur germanophone pourtant, à défaut d'être germanophile. L'A. corrige le patronyme d'un historien de Zagreb au nom estropié par Guy Mollet ou son éditeur en 1968, mais lui-même orthographie de manière erronée le prénom (Dužan pour Dušan) Bilandžić (p. 37) : la réalité yougoslave, insaisissable par défaut de documentation précise, est déformée, alors que l'auteur se proposait d'en rendre mieux compte que ses contemporains, notamment Bernard-Henri Lévy, « mal informé » sur les réalités bosniaques (p. 85).

L'ancrage personnel de cet essai est dévoilé en introduction : un intérêt marqué pour le système autogestionnaire yougoslave, ainsi que de « de bons souvenirs de voyages dans une Yougoslavie encore heureuse et pacifique, au tout début des années 1970 ». Or cette période coïncide avec celle d'une des plus fortes révoltes contre l'appareil d'État communiste, lorsqu'en 1971 des arrestations en nombre eurent lieu contre des opposants au régime, en particulier en Croatie : l'idyllique Yougoslavie titiste avait aussi sa part d'ombre, un système concentrationnaire, notamment sur une île de l'Adriatique (*Goli otok*). L'A. élude les points qui sont au centre de la réflexion sur les raisons de l'éclatement yougoslave, les

crises économiques internes et le déficit démocratique, qui incitèrent les peuples constitutifs à regagner leur souveraineté en posant les fondements d'une démocratie qui fit défaut dans les rouages de la Yougoslavie socialiste. Sans analyser plus avant ici ce qu'il put y avoir d'illusoire dans cet élan vers la sécession, il reste que l'espoir déçu d'une réinvention démocratique de la Fédération yougoslave mena à sa disparition. Les facteurs internes et politiques sont donc passablement escamotés, au profit d'un complot extérieur, germanique en l'occurrence. De même que la RDA, pourrait-on opposer à ce raisonnement, n'est pas tombée sous les coups de boutoir d'agents occidentaux infiltrés, la Yougoslavie s'est désagrégée à partir du moment où ses citoyens ne se sont pas reconnus dans son échec économique patent et ses institutions, en premier lieu l'armée dite yougoslave.

La germanophobie assumée de l'auteur se mêle à une empathie avec la Serbie. Cette combinaison n'est du reste pas inconnue dans l'histoire intellectuelle française : elle rappelle à un siècle de distance la manière dont l'Autriche-Hongrie fut perçue à partir de la fin du XIX^e siècle par des historiens français (E. Denis), comme une prison des peuples slaves gardée par les Allemands. Cet essai est révélateur d'une difficulté française pérenne à percevoir l'espace yougoslave en soi, autrement que comme un enjeu qui dépasse la région, comme le miroir inversé d'une puissance germanique redoutée. Le lecteur y trouvera par conséquent davantage d'éléments sur les obstacles à une perception sereine de l'espace yougoslave que sur ses réalités.

Daniel Baric
UFR Études slaves, Sorbonne Université